

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
semaine du 19 au 25 juin 2026

### *English summary*

#### *Southern Africa*

- The Paris Club has urged a reform of the G20 Common Framework for sovereign debt restructuring, citing slow and fragmented processes despite recent progress in some restructurings, notably in Zambia, Ghana, and Chad.

#### *South Africa*

- Consumer confidence fell sharply in Q2 2026 due to higher fuel prices and financial market volatility linked to the Middle East conflict, weighing on household spending prospects.
- Transnet shortlisted two consortiums for the LeaseCo rail leasing platform, a key reform aimed at opening freight rail to private operators and easing infrastructure constraints.
- South Africa is deepening cooperation with China on hydrogen development, leveraging its platinum group metals, while ExxonMobil's involvement in a new LNG terminal strengthens its gas transition strategy.

#### *Angola*

- Public procurement surged in 2025 alongside rapid digitalisation, reflecting administrative modernisation and efficiency gains.
- Sonangol secured a \$2.65bn loan to ease liquidity pressures despite strong headline profits driven largely by non-core income.
- Angola expanded tourism partnerships and investment promotion efforts, reinforcing its diversification strategy.
- The country attracted nearly \$4bn in FDI in 2025, ranking among Africa's top destinations for foreign investment.

- The banking sector posted record profits but continues to show weak credit support to the real economy.

### ***Botswana***

- Botswana secured financing for its first large-scale solar project, supporting energy diversification and potential integration into regional electricity markets.
- Early signs of recovery in global diamond demand offer some relief to an economy still heavily dependent on the sector.

### ***Malawi***

- Malawi has entered discussions with the IMF on a new Extended Credit Facility programme aimed at restoring macroeconomic stability and advancing structural reforms.

### ***Mozambique***

- Economic activity remains weak with rising inflation driven by supply shocks, fuel price adjustments, and weak extractive output.
- The IMF continues discussions on a potential new programme to support fiscal and macroeconomic stabilisation.
- Eni launched a tender for a third floating LNG project in the Rovuma basin, expanding Mozambique's long-term gas export capacity.

### ***Namibia***

- Namibia was removed from the FATF grey list after completing anti-money laundering reforms, improving its financial credibility.
- NamPower is accelerating investment in transmission infrastructure to support mining growth, renewable energy expansion, and future green hydrogen projects.

### ***Zambia***

- Zambia is experiencing its strongest economic performance in eight years, driven by copper exports, currency appreciation, and rapid disinflation.
- The energy regulator approved major infrastructure investments to strengthen electricity supply and support mining-led growth after drought-related shortages.

### ***Zimbabwe***

- Platinum producers are seeking reimbursement of foreign currency surrendered under past exchange controls, a dispute that could affect investor confidence if unresolved.

## Sommaire :

### Afrique australe

- Le Club de Paris plaide pour une réforme du Cadre commun du G20

### Afrique du Sud

- La confiance des ménages sud-africains chute au deuxième trimestre sous l'effet du conflit au Moyen-Orient
- Deux consortiums ont été présélectionnés pour devenir partenaires de Transnet dans la future société de leasing ferroviaire
- Le Vice-président Paul Mashatile renforce la coopération sino-sud-africaine dans l'hydrogène
- ExxonMobil conforte les ambitions sud-africaines dans le GNL

### Angola

- Marchés publics en Angola : +171 % de procédures en 2025, forte progression de la numérisation
- Sonangol emprunte 2,65 milliards de dollars pour rester à flot
- Formation, durabilité, rayonnement : accords pour développer le tourisme à Luanda
- Angola : près de 4 milliards de dollars d'IDE, un record régional
- Banques angolaises : des profits records, mais un crédit à l'économie toujours insuffisant

### Botswana

- Le Botswana sécurise 100 M USD pour sa première centrale solaire à grande échelle et vise le marché régional de l'électricité
- Le Botswana observe une reprise timide de la demande mondiale de diamants

### Malawi

- Le Malawi engage des négociations avec le FMI en vue d'un nouveau programme

### Mozambique

- Conjoncture : forte hausse de l'inflation malgré une activité économique toujours anémique
- Le FMI conclut une mission au Mozambique
- Eni lance un appel d'offres international pour un troisième Floating LNG

### Namibie

- La Namibie retirée de la liste grise du GAFI
- NamPower accélère l'extension du réseau de transport d'électricité

### Zambie

- La Zambie enregistre sa meilleure performance économique depuis huit ans, portée par la désinflation et le cuivre
- Le régulateur approuve 4,5 Mds ZMW d'investissements dans le secteur énergétique

### Zimbabwe

- Les producteurs de platine réclament le remboursement des devises cédées à l'État

## Afrique australe

### **Le Club de Paris plaide pour une réforme du Cadre commun du G20**

Dans son rapport annuel pour l'année 2025 publié le 24 juin, le Club de Paris appelle à une réforme du Cadre commun du G20 pour le traitement de la dette des pays à faible revenu, estimant que le dispositif demeure trop lent et insuffisamment efficace. S'il relève une amélioration de la situation de l'endettement (pour la première fois depuis 2017, 52 % des pays à faible revenu sont considérés comme présentant un risque faible ou modéré de surendettement, contre 48 % en situation de risque élevé ou de détresse), le Club souligne la nécessité d'accélérer les restructurations et de mieux coordonner les négociations entre créanciers publics et privés.

Le rapport met en avant les restructurations menées au Ghana, en Zambie et au Tchad comme des avancées du Cadre commun, tout en soulignant des difficultés persistantes en Éthiopie, où un désaccord oppose les créanciers officiels aux détenteurs d'euro-obligations sur le principe de « comparabilité de traitement ». La Chine plaide pour une application plus stricte de ce principe, afin que l'ensemble des créanciers supportent un effort comparable, et appelle à limiter les recours judiciaires des créanciers privés susceptibles de compromettre les restructurations. Plusieurs contributeurs, dont le FMI, la Banque mondiale et l'Éthiopie, recommandent également d'associer plus tôt les créanciers privés aux négociations afin de réduire les délais et les divergences entre les différentes parties.

## Afrique du Sud

### **La confiance des ménages sud-africains chute au deuxième trimestre sous l'effet du conflit au Moyen-Orient**

L'indice de confiance des consommateurs FNB/BER a reculé de 12 points au deuxième trimestre 2026, passant de -7 à -19, son plus bas niveau depuis le premier trimestre 2025. Cette dégradation est principalement attribuée aux conséquences économiques du conflit entre l'Iran et les États-Unis, qui a entraîné une flambée des prix des carburants, des perturbations des transports et un recul des marchés financiers. Les anticipations concernant les perspectives économiques se sont fortement détériorées, tandis que les ménages se montrent également plus pessimistes quant à leur situation financière et reportent leurs achats de biens durables. La baisse de confiance est particulièrement marquée chez les ménages à hauts revenus, davantage exposés à la hausse des coûts de transport, au relèvement de 25 points de base du taux directeur intervenu fin mai et au repli des marchés boursiers. Selon le *Bureau for Economic Research* (BER), cette dégradation de la confiance devrait peser sur la consommation des ménages, principal moteur de la croissance sud-africaine, au deuxième trimestre. La récente baisse des prix du pétrole, dans un contexte de désescalade de la situation au Moyen-Orient, pourrait toutefois soutenir progressivement la confiance des consommateurs au second semestre.

### **Deux consortiums présélectionnés pour devenir partenaires de Transnet dans la future société de leasing ferroviaire**

Transnet a annoncé avoir présélectionné deux consortiums pour la phase finale de l'appel d'offres visant à créer LeaseCo, une société commune chargée d'acquérir, financer et louer des locomotives aux opérateurs ferroviaires. Cette initiative constitue un pilier de la réforme du fret

ferroviaire sud-africain, qui prévoit l'ouverture progressive du réseau national aux opérateurs privés.

Les deux consortiums retenus sont Thelo DB Consortium (Thelo DB, Africa Finance Corporation et Perpetua Holdings) et Traxtion Consortium (Traxtion, Mergence Investment Managers et Infrastructure Fund Managers). Le partenaire sélectionné détiendra une participation majoritaire dans LeaseCo et apportera les financements nécessaires au renouvellement du parc de locomotives, alors que Transnet fait face à une dette de près de 140 Mds ZAR (7,4 Mds EUR) et dispose de marges d'investissement limitées. Le consortium retenu devrait être désigné au troisième trimestre 2026, après la remise des offres finales.

La création de LeaseCo doit permettre de lever l'un des principaux freins à l'ouverture du marché ferroviaire : le coût d'acquisition du matériel roulant. En mutualisant les investissements et en proposant des solutions de location aux nouveaux entrants, Transnet espère accélérer le transfert du fret de la route vers le rail, améliorer les performances logistiques du pays et attirer davantage de capitaux privés dans un secteur devenu stratégique pour la compétitivité de l'économie sud-africaine.

### **Le Vice-président Paul Mashatile renforce la coopération sino-sud-africaine dans l'hydrogène**

[Le vice-président Paul Mashatile a effectué une visite officielle en Chine du 22 au 26 juin, centrée sur le développement de la filière hydrogène et des technologies associées.](#) Accompagné d'une délégation réunissant des représentants des ministères, d'Eskom, de la *National Transmission Company South Africa* (NTCSA), de l'*Industrial Development Corporation* (IDC) ainsi que plusieurs entreprises privées, il a visité des sites industriels spécialisés dans les piles à combustible, les véhicules à hydrogène et les équipements de production.

Cette visite intervient alors que l'Afrique du Sud déploie sa stratégie nationale sur l'hydrogène vert (*Hydrogen Society Roadmap*) et cherche à valoriser ses importantes réserves de métaux du groupe du platine (PGM), qui représentent près de 75 % des réserves mondiales et sont indispensables à la fabrication des piles à combustible. Les discussions ont porté sur les investissements industriels, les transferts de technologies et le développement de chaînes de valeur communes dans les secteurs de la mobilité, du stockage d'énergie et des électrolyseurs.

Ce déplacement confirme la volonté du gouvernement de s'appuyer sur son partenariat stratégique avec Pékin pour accélérer le développement d'une industrie de l'hydrogène susceptible de soutenir la décarbonation de l'économie tout en créant de nouveaux débouchés pour son secteur minier.

### **ExxonMobil conforte les ambitions sud-africaines dans le GNL**

[Le groupe américain ExxonMobil a signé un Heads of Agreement avec Zululand Energy Terminal \(ZET\) en vue de devenir l'un des fournisseurs du futur terminal méthanier de Richards Bay, confortant ainsi les ambitions sud-africaines de développer une filière d'importation de gaz naturel liquéfié \(GNL\).](#) Cet accord intervient quelques semaines après celui conclu entre Eskom et ZET, qui fait de l'électricien public le premier client du projet.

Le terminal, développé par une coentreprise entre Royal Vopak, Reatile Group et Transnet Pipelines, permettra l'importation, le stockage et la regazéification du GNL destiné à alimenter aussi bien les industriels que les futures centrales électriques au gaz. Il soutiendra notamment le projet d'Eskom de développer 3 GW de capacités de production électrique à Richards Bay. À plus long terme, cette infrastructure doit contribuer à répondre au "gas cliff" attendu à l'horizon 2030, avec le déclin des

approvisionnement en provenance des champs mozambicains de Pande et Temane.

L'arrivée d'ExxonMobil constitue une étape importante dans la structuration commerciale du projet et renforce sa crédibilité auprès des investisseurs. Le gouvernement considère le GNL comme un combustible de transition indispensable pour accompagner la fermeture progressive des centrales à charbon et faciliter l'intégration des énergies renouvelables dans le système électrique.

## Angola

### **Marchés publics en Angola : +171 % de procédures en 2025, forte progression de la numérisation**

Le Service national des marchés publics (SNCP) a enregistré 11 888 procédures de passation de marchés publics en 2025, soit une hausse de 171 % par rapport à 2024. Ce volume représente 44 % des plus de 27 000 procédures enregistrées entre 2015 et 2025. Les procédures simplifiées ont dominé l'activité avec 8 320 procédures (70 % du total), tandis que les acquisitions de biens mobiliers ont représenté 8 110 dossiers, soit 68,2 % des procédures enregistrées.

La numérisation a également progressé : 235 procédures ont été traitées sur la plateforme électronique, dont 95 % via la Procédure Dynamique Électronique (PDE), soit une croissance de 305 %. Ces procédures ont généré 22,7 milliards de kwanzas (21,8 MEUR) d'économies, en hausse de 61 % sur un an. Par ailleurs, 2 373 fournisseurs ont été certifiés en 2025, soit une augmentation de 160 %. Les gouvernements provinciaux ont concentré 59 % des procédures, avec les provinces de Bié (1 355), Huambo (948) et Benguela (857) en tête. Le Portail des marchés publics est devenu le principal canal de communication, avec 6 426 procédures (54 % du total).

### **Sonangol emprunte 2,65 Md USD pour rester à flot**

La compagnie pétrolière publique angolaise Sonangol a obtenu un financement de 2,65 Md USD auprès d'un consortium de banques internationales et locales afin de financer ses opérations et ses investissements. Malgré un bénéfice de 946 millions de dollars en 2025, l'entreprise fait face à des tensions de liquidité, avec une baisse de 18 % de sa trésorerie disponible. Ce paradoxe tient à la structure des résultats : 53 % du bénéfice provient de dividendes issus de participations extérieures, notamment Galp, Millennium BCP et Angola LNG, plutôt que de l'activité pétrolière elle-même. Le cœur de métier reste sous pression, avec des marges réduites par les coûts, les amortissements et la fiscalité, tandis que le raffinage et les participations non stratégiques affichent de lourdes pertes. En parallèle, elle poursuit les négociations avec des institutions chinoises pour financer la raffinerie de Lobito, un projet estimé à 6,6 milliards de dollars au total, dans laquelle près d'un milliard de dollars a déjà été investi cette année.

### **Formation, durabilité, rayonnement : au Global Tourism Forum 2026 de Luanda, l'Angola signe trois accords pour développer son tourisme**

Réuni à Luanda du 17 au 19 juin 2026, l'Investment Summit 2026 du Global Tourism Forum a rassemblé plus de 1 000 participants et investisseurs internationaux. À cette occasion, l'Angola a signé trois accords majeurs : avec TUI Group, pour promouvoir la destination Angola à l'international ; avec Mangrove, pour développer un tourisme durable ; et avec la Lucerne School of Hospitality Management, pour renforcer la formation dans les métiers de l'hôtellerie. Ces partenariats s'inscrivent dans la stratégie de diversification économique du pays.

## **Angola : près de 4 Md USD d'investissements étrangers, un record qui le place parmi les *leaders* africains**

L'Angola confirme son attractivité auprès des investisseurs internationaux. En 2025, le pays a attiré près de 4 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE), selon la CNUCED, se classant ainsi au 4<sup>e</sup> rang des destinations les plus prisées d'Afrique. Seuls l'Égypte (10,5 Md USD), le Nigeria (5,6 Md USD) et l'Afrique du Sud (5,2 Md USD) devancent l'Angola, qui dépasse notamment le Maroc, le Ghana et l'Éthiopie. Pour l'Agence angolaise pour la Promotion de l'Investissement et des Exportations (AIPEX), cette performance reflète la confiance croissante des investisseurs dans l'économie angolaise et devrait favoriser la création de projets, d'emplois et de nouvelles opportunités de développement. Les secteurs du pétrole, de l'énergie et des infrastructures demeurent les principaux moteurs de cette dynamique.

## **Banques angolaises : des profits records, mais un crédit à l'économie toujours insuffisant**

Le secteur bancaire angolais a enregistré en 2025 des bénéfices historiques de près de 1 Md USD, en hausse de 23 % par rapport à 2024, selon le rapport *Banca em Análise 2026 de Deloitte Angola*. La banque BAI a retrouvé la première place du secteur en termes de résultats net, devant la BFA, tandis que les cinq principaux établissements ont concentré 78 % des profits du secteur, qui en compte une vingtaine. Cette solide rentabilité est sans doute liée au fait que les revenus des banques sont principalement issus des rendements des instruments de la dette publique et des opérations de change, au détriment du financement des entreprises et des ménages. La part du crédit dans les actifs bancaires demeure limitée, illustrant le faible soutien du secteur à l'économie productive.

La numérisation progresse, avec 60 % des opérations de paiements électroniques réalisées via « Multicaixa Express » et une montée en puissance du système de paiement instantané Kwik. Toutefois, l'Angola reste en retard sur des pays comme le Kenya ou le Ghana en matière de services bancaires mobiles et d'inclusion financière. En résumé, le rapport souligne ainsi un paradoxe : un secteur bancaire solide et très rentable, mais encore peu engagé dans le financement de l'économie réelle et dans l'élargissement de l'accès aux services financiers.

## **Botswana**

### **Le Botswana sécurise 100 M USD pour sa première centrale solaire à grande échelle et vise le marché régional de l'électricité**

Le Botswana a obtenu un financement de 100 M USD pour construire sa première centrale solaire de taille industrielle, le projet Tati Solar (100 MW), marquant une étape clé dans la diversification de son mix énergétique et son intégration au marché régional de l'électricité. Développé par Etavi Renewables et Shumba Energy, le projet devrait entrer en exploitation commerciale en 2027. Il a été structuré avec Rand Merchant Bank (FirstRand) comme chef de file du financement. L'électricité produite sera injectée dans le *Southern African Power Pool* (SAPP), plateforme régionale qui permet les échanges transfrontaliers d'électricité entre 12 pays et environ 360 millions de consommateurs.

Ce projet intervient dans un contexte de tensions sur l'approvisionnement électrique au Botswana, liées à l'obsolescence de certaines centrales au charbon et à une dépendance accrue aux importations, notamment depuis l'Afrique du Sud. Il s'inscrit ainsi dans une stratégie de renforcement de la sécurité énergétique et de réduction des vulnérabilités externes.

Au-delà des besoins domestiques, le Tati Solar Project constitue un test pour les modèles dits « merchant » en Afrique, où des producteurs indépendants vendent directement sur des marchés régionaux. Son succès pourrait renforcer l'attractivité des investissements dans les énergies renouvelables et positionner le Botswana comme futur exportateur net d'électricité dans la région.

### **Le Botswana observe une reprise timide de la demande mondiale de diamants**

Le Botswana constate les premiers signes d'une reprise de la demande de diamants sur ses principaux marchés de consommation, notamment aux États-Unis et en Chine, selon la ministre des Mines Bogolo Joy Kenewendo. Cette amélioration serait notamment soutenue par une campagne mondiale de promotion des diamants « naturels ».

Alors que les diamants représentent environ un tiers des recettes publiques du pays, le gouvernement entend maintenir une politique de discipline de l'offre afin de soutenir un marché mondial encore fragilisé par l'incertitude économique et la progression des diamants de synthèse. Pour mémoire, en 2025, Debswana, coentreprise entre l'État botswanais et De Beers représentant près de 90 % des ventes de diamants du pays, avait temporairement réduit sa production face à la faiblesse du marché.

Parallèlement, les discussions concernant la vente de De Beers par Anglo American entrent dans leur phase finale. Le Botswana, qui détient déjà 15 % du groupe, figure parmi les candidats intéressés par une prise de participation accrue, aux côtés notamment de l'Angola et de la Namibie. Une acquisition par les pays producteurs pourrait renforcer leur influence stratégique sur une filière essentielle pour leurs économies.

## Malawi

### **Le Malawi engage des négociations avec le FMI en vue de l'octroi d'un nouveau programme**

Une mission du Fonds monétaire international (FMI), conduite du 8 au 18 juin 2026, a entamé des discussions avec les autorités malawites en vue de la conclusion d'un nouveau programme de financement (Facilité élargie de crédit - FEC), à la demande du gouvernement. Les échanges ont porté sur la situation macroéconomique du pays et les réformes prévues dans le cadre du Plan national de relance économique (*National Economic Recovery Plan*, NERP).

Le FMI a salué les récentes mesures adoptées par les autorités, notamment l'ajustement des prix administrés aux conditions du marché, les efforts de consolidation budgétaire et les actions engagées pour répondre à l'insécurité alimentaire. Les discussions se poursuivront afin de définir un ensemble de réformes destiné à rétablir la stabilité macroéconomique, renforcer la résilience de l'économie et soutenir une croissance inclusive. La conclusion d'un accord reste soumise à la finalisation des négociations entre les deux parties.

## Mozambique

### **Conjoncture : forte hausse de l'inflation malgré une activité économique toujours anémique**

Selon les derniers chiffres de l'Institut National des Statistiques (INE), le PIB réel a progressé de seulement 0,1 % en g.a. au T1 2026. Cela confirme le caractère ponctuel de l'amélioration de +5,1 % enregistrée au T4 2025, qui résultait essentiellement d'un effet de base par rapport au dernier trimestre 2024, durant lequel le Mozambique avait connu la pire chute d'activité de son histoire récente du fait de la crise post-électorale.

Cette faible croissance s'explique par la contraction de 4,8 % du secteur primaire, principalement due à la baisse de la production du sous-secteur des industries extractives (-22 %), traditionnel moteur de l'économie mozambicaine. Cette baisse est attribuable à la baisse de la production de charbon (-30 %), conséquence des importantes inondations survenues au début de l'année, ainsi qu'au recul de la production d'hydrocarbures (-16 %), de LNG (-5,6 %), et de gaz condensé (-3,2 %). Le secteur secondaire a enregistré une croissance de 3,2 %, soutenue par l'augmentation de la production d'électricité grâce à la hausse du niveau d'eau du bassin du Zambèze à la suite des fortes précipitations. Le secteur tertiaire a progressé de 3,5 %, avec des contributions positives de l'ensemble des sous-secteurs, notamment l'hôtellerie et la restauration (+5,1 %), le commerce (+4,5 %), les transports, l'entreposage, les communications et l'information (+3,9 %), ainsi que les services financiers (+3,1 %), essentiellement en raison d'un effet de base.

L'INE indique par ailleurs que l'inflation a fortement augmenté, à +7,2 % en mai (g.a.), contre +4,4 % en avril (et +3,4 % en mai). Les postes alimentation et boissons non alcoolisées et transports ont enregistré les plus fortes hausses de prix, avec des augmentations respectives d'environ 13 % et 12,6 %. Cette accélération de l'inflation, alors que le taux de change MZN/USD demeure stable, reflète en partie l'ajustement des prix domestiques des carburants liquides (hausse des prix régulés mi-mai) ainsi que de l'inflation importée. En mai, la banque centrale a revu à la hausse ses prévisions d'inflation et n'a pas exclu la possibilité que celle-ci atteigne un niveau à deux chiffres, selon la durée du conflit au Moyen-Orient.

## **Le FMI conclut une mission au Mozambique**

[Le FMI a effectué une mission de type « facts checking » au Mozambique du 8 au](#)

[12 juin, afin d'évaluer la situation économique et les perspectives du pays, ainsi que de mener des discussions avec le gouvernement mozambicain sur sa stratégie pour faire face aux défis à venir.](#)

Le communiqué de fin de mission reprend dans ses grandes lignes les constats exposés dans la dernière revue de l'Article IV, sans nouveauté particulière. Les discussions ont porté sur les moyens d'améliorer durablement la situation budgétaire tout en protégeant les populations les plus vulnérables, de renforcer le cadre de la politique monétaire et de change, de préserver la stabilité financière, d'améliorer la gouvernance et de favoriser une croissance tirée par le secteur privé.

La mission a également examiné avec les autorités leur demande d'un nouveau programme de financement du FMI. Il est confirmé qu'une mission se rendra à Maputo dans les prochains mois afin de se pencher spécifiquement sur cette demande.

## **Eni lance un appel d'offres international pour l'installation d'une troisième plateforme flottante de gaz naturel liquéfié**

[Le consortium dirigé par Eni, Mozambique Rovuma Venture \(MRV\), a lancé un appel international à manifestations d'intérêt pour la construction et l'installation d'une troisième plateforme flottante de gaz naturel liquéfié \(FLNG\) dans le bloc 4 du bassin du Rovuma. L'appel d'offres est ouvert jusqu'au 3 juillet.](#)

Le marché couvre la livraison complète de l'unité, y compris l'ingénierie, l'approvisionnement en équipements, la construction, le transport, l'amarrage, la mise en service, les opérations de démarrage et les essais de performance dans des eaux d'environ 2 000 mètres de profondeur. La nouvelle plateforme aura une capacité de production pouvant atteindre 6 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, soit près du double

des deux premiers FLNG d'Eni au Mozambique (Coral South, un investissement de 10 Mds USD, mis en exploitation en novembre 2022, a une capacité de 3,4 Mtpa de GNL ; Coral Norte, en construction, copie améliorée de Coral South, représente un investissement de 7,2 Mds USD pour une capacité de 3,6 Mtpa et devrait entrer en production en 2028).

Les projets Coral South et Coral North ont été attribués, dans le cadre d'un contrat EPCIC (*Engineering, Procurement, Construction, Installation and Commissioning*), au consortium formé par Technip Energies, JGC et Samsung Heavy Industries.

Mozambique Rovuma Venture (MRV), une coentreprise détenant 70 % de la concession *offshore* du bloc 4 du bassin du Rovuma, est contrôlée par Eni (40 % ; opérateur), ExxonMobil (40 %) et CNPC (20 %). Les 30 % restants de la concession sont détenus par l'*Empresa Nacional de Hidrocarbonetos* (ENH ; Mozambique), ainsi que par XRG (filiale d'ADNOC Energia ; Abu Dhabi) et KOGAS (Corée du Sud).

## Namibie

### La Namibie retirée de la liste grise du GAFI

La Namibie a été retirée de la liste grise du Groupe d'action financière (GAFI) lors de sa réunion plénière de juin 2026, après avoir mis en œuvre l'ensemble des réformes exigées pour renforcer son dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération. Cette décision fait suite à une mission d'évaluation sur place conduite à Windhoek en avril 2026, qui a confirmé le respect des engagements pris par le pays.

Inscrite sur la liste grise en février 2024 en raison de 13 insuffisances stratégiques de son cadre de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme, la Namibie a achevé son plan d'actions avant l'échéance

fixée à mai 2026. Le ministère des Finances a salué une mobilisation coordonnée des institutions nationales, tandis que la ministre des Finances, Ericah Shafudah, a estimé que cette décision devrait renforcer la crédibilité financière du pays et améliorer son attractivité auprès des investisseurs.

### NamPower accélère l'extension du réseau de transport d'électricité

NamPower accélère la mise en œuvre de son *Transmission Master Plan*, qui prévoit près de 4 Mds NAD (environ 200 M EUR) d'investissements afin de renforcer le réseau national de transport d'électricité au cours des prochaines années. Le programme vise à accompagner la croissance de la demande, le développement des projets miniers et l'intégration des futures capacités renouvelables.

Parmi les projets prioritaires figurent la construction du nouveau poste de Sekelduin (394 M NAD), plusieurs lignes à haute tension de 400 kV et 220 kV, ainsi que le renforcement des interconnexions avec les réseaux voisins. Ces investissements doivent également permettre de raccorder les futurs projets d'hydrogène vert et les nouveaux producteurs indépendants d'électricité (IPP).

Le développement du réseau constitue l'une des principales conditions de réussite de la stratégie énergétique namibienne. Alors que le pays ambitionne de devenir un exportateur régional d'électricité renouvelable, les contraintes de transport représentent aujourd'hui l'un des principaux freins au développement de nouveaux projets.

## Zambie

**La Zambie enregistre sa meilleure performance économique depuis huit ans, portée par la désinflation et la hausse des cours du cuivre**

Selon l'agence nationale de statistiques (ZamStats), la Zambie affiche en juin 2026 une inflation annuelle de 6,5 %, contre 11,2 % en décembre 2025, soit une baisse de 4,7 points en six mois. Il s'agit de la plus faible hausse des prix enregistrée depuis début 2018, confirmant la poursuite du processus de désinflation engagé depuis le début de l'année. Cette évolution reflète à la fois l'appréciation d'environ 16 % du kwacha face au dollar américain et l'amélioration des recettes d'exportation de cuivre, principal moteur de l'économie zambienne. Les exportations de cuivre ont en effet augmenté de 10,9 % sur les deux premiers mois de 2026, à 155 300 tonnes contre 140 000 tonnes un an plus tôt. Pour mémoire, la production avait atteint un niveau record de 890 000 tonnes en 2025, et les autorités visent plus d'un million de tonnes en 2026, avec un objectif de 3 millions de tonnes à l'horizon 2031.

Dans le même temps, ZamStats fait état d'une accélération de la croissance au premier trimestre 2026, avec une progression du PIB de 7,7 % sur un an, contre 4,5 % un an plus tôt. L'activité a été principalement soutenue par l'agriculture (+21,4 %), les arts et loisirs (+21,7 %), l'information et la communication (+11,0 %), les transports (+9,5 %) et l'hôtellerie-restauration (+9,1 %). Le commerce de gros et de détail a progressé de 6,7 % et le secteur manufacturier de 5,4 %, tandis que le secteur minier demeure central, représentant 14,8 % du PIB. L'ensemble de ces évolutions confirme le redressement macroéconomique du pays, soutenu par la stabilisation des prix et la vigueur du secteur minier, malgré une forte dépendance au cycle du cuivre.

**Le régulateur approuve 4,5 MdsZMW d'investissements dans le secteur énergétique**

L'*Energy Regulation Board* (ERB) a approuvé 4,5 Mds ZMW (environ 170 M EUR) de nouveaux investissements destinés au développement des infrastructures énergétiques du pays. Les projets concernent principalement les activités de production, de transport et de distribution d'électricité ainsi que le renforcement des réseaux.

Les investissements bénéficieront notamment à ZESCO, à la *Copperbelt Energy Corporation* (CEC) ainsi qu'à plusieurs opérateurs privés. Ils portent sur la modernisation des réseaux existants, le raccordement de nouveaux consommateurs et le développement de capacités supplémentaires afin de répondre à la hausse continue de la demande électrique.

Cette décision intervient alors que la Zambie poursuit la diversification de son mix énergétique à la suite des épisodes de sécheresse qui ont fortement réduit la production hydroélectrique en 2024 et 2025. Le gouvernement cherche désormais à accélérer les investissements privés afin de renforcer la sécurité d'approvisionnement et soutenir la croissance du secteur minier.

## Zimbabwe

**Les producteurs de platine réclament le remboursement des devises cédées à l'État**

Les principaux producteurs de platine opérant au Zimbabwe demandent au gouvernement de rembourser les recettes d'exportation en devises étrangères qu'ils avaient été contraints de céder à la *Reserve Bank of Zimbabwe* (RBZ) dans le cadre de l'ancien régime de contrôle des changes.

Selon les entreprises concernées (notamment Zimplats, Mimosa et Unki Platinum), plusieurs centaines de millions de dollars américains demeurent impayés malgré l'abandon progressif de ce mécanisme. Les producteurs estiment que ces arriérés limitent leurs capacités d'investissement, alors que le secteur prévoit plusieurs projets d'extension de capacités.

Ce contentieux intervient au moment où Harare cherche à restaurer la confiance des investisseurs étrangers et à accroître la production de métaux du groupe du platine, qui représentent l'une des principales sources de devises du pays. Son règlement constituerait un signal positif en faveur d'un assouplissement durable du régime de change et d'une amélioration du climat des affaires.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr](mailto:antoine.guerindugrandlaunay@dgtresor.gouv.fr)